

Il s'est tenu le 08 Juillet 2024 à l'hôtel Golden Tulip Diplomate le forum régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Association Internationale de Développement (IDA). Le caractère hybride de la rencontre a permis la mobilisation aisée de représentants des Organisations de la Société Civile de vingt-deux (22) pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La réunion a été marquée par trois moments forts : (i) le lancement officiel du forum (ii) l'expression des participants (iii) le mot de fin

### **1. Lancement officiel du forum**

Après le mot d'accueil du modérateur il est revenu à Messieurs Nestor Coffi, Responsable National de la banque mondiale et Alphonse Kouagou, représentant des pays emprunteurs de l'IDA d'esquisser le cadre des échanges de même que la pertinence et la portée du forum.

Deux communications ont davantage mis en lumière les aspects sur lesquels les contributions des OSC sont attendues : *Mises à jour sur une Banque meilleure* et *Présentation sur les Orientations stratégiques et mises à jour de l'IDA21*. Elles ont respectivement été présentées par la Directrice de la Politique opérationnelle et services aux pays de la Banque mondiale, Madame Anos Casero et le Vice-président du Financement du développement de la même institution en la personne de Monsieur Akihiko Nishio présent sur les lieux.

### **2. Récapitulatif de l'expression des participants**

Il a été offert aux représentants des OSC, l'opportunité de se prononcer sur le contenu des exposés faits. Ils ont au préalable remercié, plutôt chaleureusement, les organisateurs du forum pour l'initiative de même que les acquis découlant des projets déjà exécutés par la Banque mondiale. Les propos tenus par les OSC ont été articulées autour de quatre (4) principaux points et une série de quatre (4) recommandations.

#### **2.1 Préoccupations relatives aux orientations stratégiques en général**

Elles se résument en approbation, suggestion, réserve ou points d'attention relatifs à certaines orientations ou axes stratégiques.

- perception favorable de l'alignement du cadre stratégique de l'IDA21 par rapport aux ODD et la continuité vis-à-vis de l'IDA 2020 dont la publication du rapport a été demandé
- souhait que l'IDA 21 puisse venir en appui aux initiatives ciblées par les outils nationaux de développement (Programme d'Action du Gouvernement \_ PAG au Bénin) ainsi que des champs thématiques spécifiques : renforcement du capital humain (par le truchement de certains projets à l'image du SWEDD) avec un rôle central à faire jouer par les leaders religieux
- ciblage des interventions de l'IDA avec en toile de fond, l'adéquation des actions envisagées avec les besoins réels des populations
- Nécessité pour la banque de revoir sa stratégie : en dépit de son action depuis des années, il y a toujours la pauvreté exacerbée par la guerre (personnes déplacées...) : penser à un plan cadre pour faire face aux défis

- préoccupations relatives à la réelle possibilité de tenir les engagements afférents aux axes stratégiques compte tenu de l'important gap entre les besoins et les ressources à mobiliser
- intérêt plus marqué à faire valoir le secteur privé que de remettre des ressources à des équipes gouvernementales corrompues
- libération des ressources financières à des équipes gouvernementales non corrompues
- rôle des pays emprunteurs sur la fixation des taux relatifs aux prêts et ce, en relation avec la nécessaire prise en compte des dettes précédentes eu égard au niveau de vulnérabilité des pays de la zone
- privilège à accorder à la promotion de la paix plutôt que de prévoir un axe pour intervenir dans les pays fragiles ou confrontés à des conflits

## **2.2 Suivi des prêts ou subventions et urgence d'un dispositif pertinent de redevabilité**

*Des observations générales ont été faites sur cet aspect avec une partition que les OSC devraient exécuter afin que soit promue une véritable démarche de redevabilité.*

### **2.2.1 Propositions générales**

*Les points ci-après ont été évoqués.*

- Dispositifs pour une meilleure implication des populations afin qu'elles tirent effectivement partie des ressources de l'IDA
- Mise en place d'un mécanisme pour mettre tout le monde au même niveau d'informations sur les avancées des programmes ou projets
- Amélioration de la gouvernance des prêts reçus pour que les services (d'eau et d'électricité par exemple) puissent effectivement profiter aux populations
- Nécessité de faire des arrêts ponctuels pour évaluer le chemin parcouru
- Avoir un agenda pour discuter dans une logique de redevabilité aussi bien avec les gouvernants que la Banque

### **2.2.2 Rôle clé de la société civile**

*S'agissant du rôle privilégié que les participants veulent voir la société civile jouer en matière de suivi des interventions de l'IDA 21 on peut retenir :*

- Volonté affichée d'assurer un suivi citoyen des prêts et subventions dans les Etats afin que les bénéficiaires réels jouissent effectivement des services mis en place par les ressources mobilisées
- Identification d'indicateurs spécifiques pour l'engagement citoyen et une meilleure implication de la société civile
- Renforcement notable de la collaboration entre l'IDA et la société civile et envisager une plateforme qui inclut les pouvoirs publics

- Intérêt à encourager la catégorisation des OSC si l'on veut avoir plus d'impact par l'inclusion de ces dernières ; autrement leur variabilité pourrait se révéler être un boulet...

## **2.3 Jeunesse et éducation**

### **2.3.1 Intérêt marqué pour la jeunesse**

*Les jeunes ne ressentent pas les effets des actions pour lesquelles les ressources sont mobilisées. Pour y remédier des pistes ont été suggérées.*

- Identification d'une formule pour donner la voix aux jeunes dans les dispositifs de gouvernance mis en place pour le pilotage des projets
- Désagrégation des données relatives aux jeunes pour un meilleur suivi des services qui leur sont dévolus
- Prise en compte des contours, dont la pauvreté, qui font des jeunes des proies faciles des groupes extrémistes
- Ne pas faire l'impasse sur les enfants les personnes à motricité réduite

### **2.3.2 Intérêt marqué pour l'éducation**

*La population jeune est en pleine croissance dans la zone. En conséquence, la place prépondérante de l'éducation et son caractère transversal ont été fortement soulignés.*

- Urgence de mettre en place des dispositifs réfléchis pour que l'éducation des jeunes en général et des filles en particulier puisse être convenablement prise en charge
- Promotion des réelles petites et moyennes entreprises à même d'absorber les jeunes
- Acquisition de réelles compétences (vie, technologie...) par les jeunes et les apprenants afin qu'ils soient à même de relever les défis socio-économiques des pays
- exploitation du caractère multilatéral de la banque pour faire profiter aux pays bénéficiaires de l'IDA des modèles de politiques/programmes de l'éducation centrés sur l'acquisition efficace de compétences par les jeunes en vue de résultats tangibles relatifs aux trois premiers domaines du plan stratégique de l'IDA 21

### **2.3.3 Education à la redevabilité et points d'attention pour l'accélération de la numérisation**

*Dans une perspective plus globale d'autres propositions ont été faites.*

- Initiatives pour apprendre aux populations à être exigeantes vis-vis de leurs droits et devoirs
- Précautions à prendre pour que l'accélération de la numérisation n'abrutisse pas les jeunes (phénomène d'addiction, exploitation non profitable d'Internet, des réseaux sociaux...) et la productivité au niveau des entreprises publiques et privées (temps passé sur les réseaux sociaux ou à regarder des films aux heures de travail).

## **2.4 Accès au financement pour des actions spécifiques**

*Il a été essentiellement question d'envisager des mesures d'assouplissement d'accès au financement par les OSC afin qu'elles interviennent sur des pans de la réalité sociale de chaque pays et de la région.*

- Facilitation d'accès au financement dans les pays fragiles et en butte à des conflits où les questions sociales se posent avec acuité dans un contexte de rareté de ressources
- Mesures pour accéder aux ressources sans être obligés de passer par les pouvoirs publics
- Adoption de mécanismes souples au profit de la société civile
- Mise en place de micros crédits au profit des communautés
- ouverture de guichets pour permettre aux OSC de renforcer leurs capacités et d'intervenir sur des champs thématiques spécifiques dans le but de contribuer à mieux faire face aux :
  - ✓ défis liés aux répercussions négatives de la COVID 19,
  - ✓ affres du changement climatique et des aspects environnementaux en lien avec les effets nocifs sur l'eau l'air et le sol de l'implantation de certains projets
  - ✓ réalités propres à l'aspect genre avec une focalisation sur les femmes et les filles par la prise en compte des questions suivantes : accès aux centres de santé, à l'eau, à l'électricité ; rendre l'arsenal juridique à même de faciliter la jouissance des droits (promotion réelle de l'égalité, bannissement des violences faites aux femmes)

## **2.5 Recommandations**

1. Renforcer la participation de la société civile dans les instances de gestion des projets IDA
2. Donner une place notable à la redevabilité sociale dans le cadre de la mise en œuvre des projets IDA
3. Mobiliser des ressources pour les pays qui sont confrontés aux conflits, en situation de fragilité ainsi que les populations directement exposées au changement climatique
4. Impliquer les OSC depuis l'identification des initiatives, objets des projets, jusqu'aux étapes d'évaluation des effets et impacts

## **3. Mot de fin**

Les propos du représentant du Nigéria ont mis un terme au forum. Il a rappelé que la reconstitution de l'IDA 21 est un processus en cours. Il a insisté sur la nécessité de renforcer le partenariat pour venir à bout de la pauvreté. Les participants ont été remerciés pour leur pertinente contribution.